

Appel d'Offre ouvert

En application des articles L 2124-1, 2162-4, 2162-13 et 2162-14
du Code de la commande publique.

Entretien espaces verts des bâtiments de la Direction Territoriale de la
Police Nationale de Guyane

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Ministère de l'Intérieur

Préfecture de la région de Guyane _ service de l'État

Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane

Rue Fiedmond - CS 5708

97307 Cayenne Cedex

Numéro de la consultation : 2025M003

Code CPV : 77310000-6. réalisation et entretien espaces verts

77340000 - Élagage des arbres et taille des haies

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Article .1. Généralités..... | 3 |
| 1-1 Objet de la consultation..... | 3 |
| 1-2 Présentation du CCTP commun à l'ensemble des sites..... | 3 |
| 1-2-1 : les sites :..... | 3 |
| 1-2-2 : Dispositions générales communes aux 8 lots :..... | 3 |
| 1-2-3 : Responsabilité :..... | 4 |
| 1-2-4 : État des lieux avant tout commencement d'exécution des prestations :..... | 4 |
| 1-2-5 : Contrôle des prestations :..... | 4 |
| 1-2-6 : Présentation des travaux à effectuer :..... | 4 |
| 1-2-7 : Périodicité des travaux :..... | 5 |
| 1-2- 8: Limite des travaux :..... | 5 |
| 1-2-9 : Clauses environnementales :..... | 6 |
| 1-2-9 :Règlement et Sécurité :..... | 6 |
| 1-2-10 :Propreté :..... | 6 |
| 1-2-11 :Matériels et outillages :..... | 7 |
| 1-2-12 :Travaux en présence de concessionnaires :..... | 7 |
| 1-2-13 :Planning des interventions :..... | 7 |
| 1-2-14 :assurance dommage et responsabilité :..... | 7 |
| Article .2. Dispositions techniques particulières :..... | 7 |
| 2-1 Organisation générale des prestations..... | 7 |
| 2-2 Visite état des lieux :..... | 9 |
| 2-3 Relations entre les parties :..... | 9 |
| 2-3 Qualification du personnel :..... | 9 |
| 2-3 Obligation de résultat:..... | 10 |
| 2-4 Réalisation de prestation similaires :..... | 10 |

Article 1. Généralités

1-1 Objet de la consultation.

Les stipulations du présent CCTP concernent l'entretien des espaces verts, pour les services de la Direction Territoriale de la Police Nationale de Guyane (DTPN). Les prestations seront exécutées entre les limites des clôtures et du bâti sur l'ensemble des espaces défini. Le présent marché est alloti en 7 lots, il est précisé les caractéristiques générales communes puis les conditions spécifiques à respecter pour chacun des 7 lots, ces indications ne sont pas exhaustives. Les prestations sont exécutées pour le compte de la DTPN.

1-2 Présentation du CCTP commun à l'ensemble des sites

1-2-1 : les sites :

- Lot 1 : Centre de Rétentions Administrative Matoury
- Lot 2 : Service Territorial de la Police aux Frontières St Georges de l'Oyapock, **la spécificité de ce lot est décrite en page 4 article 1-2-2 « Allotissement » du CCAP**
- Lot 3 : Office de Lutte contre Le Trafic Illicite de Migrants – OLTIM Plateau F : Rte de Rochambeau Matoury
- Lot 4 : Chenil Av Destrée Cayenne, **la spécificité de ce lot est décrite en page 5 article 1-2-2 « Allotissement » du CCAP**
- Lot 5 : Service Territorial de Recrutement et de Formation STRF 10 Av Gustave Charlery Cayenne
- Lot 6 : Stand de tir la Matourienne Remire Montjoly
- Lot 7 : Service Territorial de la Police Aux Frontières St Laurent du Maroni
- Lot 8 : Service des Renseignements Territoriaux : 6, rue Marie Curie Kourou
- Lot 9 : Service territorial de la Police Judiciaire STPJ : 16, Bd de la République Cayenne, **Lot réservé Article 2-2 du Règlement de consultation RC**

Les surfaces en m² des sites sont annexées au présent Cahier de charges ; énoncées à titre indicatif, une visite obligatoire devra être effectuée ; se reporter au Règlement de Consultation (RC).

1-2-2 : Dispositions générales communes aux 9 lots :

La description des prestations faites ci-dessous n'est en aucune façon limitative. Les candidats sont réputés savoir qu'il est recherché d'abord un objectif de qualité de prestations, dépassant en cela, une simple exécution des tâches énumérées.

Pour ce faire, et outre les prestations décrites ci-après, les travaux d'entretien sont réputés comprendre :

- la production sur les chantiers de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux,

- les frais d'outillage et de matériel, y compris éventuellement les locations d'engins et de véhicules,
- le nettoyage permanent de salissures causées par les engins et véhicules sur les voies de circulation empruntées,
- les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes, les indemnités diverses, les frais de déplacement, les frais d'assurance, etc...,
- Les frais d'évacuation des déchets courants provenant de l'entretien général des espaces verts (notamment les produits de tonte et de taille).

De plus, au cours de l'exécution des différentes prestations, le titulaire se tiendra au strict respect du contrat et ne devra répondre à aucune demande des riverains. Le seul interlocuteur est le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

1-2-3 : Responsabilité :

Le titulaire prend en charge l'entretien des différentes surfaces en l'état où elles se trouvent. Toute dégradation sur les végétaux et ou surface au cours de l'exécution du marché, qu'elle soit ou non du fait de l'entreprise devra être signalée par elle et par écrit ou courriel (*fiche contact fourni par le pouvoir adjudicateur lors de la signature du marché*) au pouvoir adjudicateur ou son représentant.

1-2-4 : État des lieux avant tout commencement d'exécution des prestations :

La qualité des prestations exécutées antérieurement à la prise en charge par l'entreprise ne saurait en aucun cas servir de référence à la qualité exigée à l'entreprise. Le titulaire devra avant le début des prestations, prendre connaissance en présence du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, de l'état des terrains, des végétaux, des installations et de l'importance des travaux à réaliser, et il devra faire part de ces observations et ne pourra plus par la suite faire d'erreur ou d'omission.

Par ailleurs, concernant les périmètres de protection des points d'eau (*STPAF St Georges*) tout particulièrement les sites de production d'eau potable, il est noté que la société veillera à la stricte application des prescriptions réglementaires instaurant les périmètres de protection immédiate des points d'eau.

Elle informera immédiatement le pouvoir adjudicateur des infractions ou anomalies constatées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate.

Elle n'utilisera aucun produit phytosanitaire ou chimique lors de ses prestations.

1-2-5 : Contrôle des prestations :

Une personne responsable et compétente devra être affectée en permanence à la responsabilité des travaux. Des visites seront faites par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et feront l'objet de remarques ou d'observation si nécessaire. Après chaque intervention le pouvoir adjudicateur devra donner au titulaire du marché une attestation de service fait qu'il transmettra avec sa facture (*cf article 5.1 du CCAP*).

1-2-6 : Présentation des travaux à effectuer :

- Prairie : Travaux de tonte, de fauche ou débroussaillage

- Massif d'arbustes : Travaux d'entretien du sol bêchage, binage , désherbage manuel, taille 150 cm du sol et 100 cm de circonférence
- Pour les arbres : Dégagement des tours d'arbres, émondage des troncs, taille de gabarit ou autre taille élagage en période propice
- Parties minérales : (Les parties minérales d'un espace vert désignent les éléments non végétaux, tels que les chemins, les dalles, les murs, et les structures en pierre ou en béton), **maintenir en constant état vis à vis des plantes indésirables et autres déchets mal venus.**
- Cours des bâtis : Passage du nettoyeur haute-pressure
- Ramassage et évacuation des déchets après exécutions des divers travaux

Il est évident que les différents sites seront nettoyés avant le passage de tout engin (papiers et tous déchets pouvant être projetés ou émiettés), l'entreprise devra effectuer toute intervention nécessaire au maintien à la propreté quelle que soit l'espace et la fréquentation. L'entreprise ne pourra prétendre à aucune majoration de prix en raison d'une gêne occasionnée par une modification de l'accès aux zones à entretenir.

L'entretien comprendra tous les soins nécessaires pour maintenir les végétaux en bon état de végétation et le nettoyage général afin de garder un parfait état de propreté.

L'utilisation de désherbant ou tout produit chimique est proscrite. Il appartient à l'entrepreneur de maintenir en toutes saisons l'effectif approprié et suffisant de son personnel afin d'assurer les prestations définies dans le présent CCTP. En cas de défaut d'entretien constaté, le pouvoir adjudicateur pourra exiger par mail à l'entreprise une intervention dans les 48h à réception de la demande.

La signalisation propre au chantier est à la charge de l'entreprise, elle prendra toutes dispositions pour assurer la sécurité pendant l'exécution des travaux.

1-2-7 : Périodicité des travaux :

Le présent CCTP ne prescrit pas de période précise d'intervention, ces dernières étant commandées par une obligation de résultats et par le rythme des saisons. Cependant les cours intérieures des bâtis devront être nettoyées 1 fois par trimestre, se reporter au tableau annexé.

De même des indications de taille et de respect de période de taille ou élagage sont précisées dans le présent CCTP

Les zones de plantations ainsi que les pieds de haies seront maintenus dans un état de propreté continu, la vérification se faisant lors de visites régulières.

Le titulaire ne dépasse pas douze (12) interventions par an, certaines périodes peuvent nécessiter plusieurs interventions dans le mois, libre à lui de faire le nécessaire afin de respecter cet impératif.

Également l'abattage ou l'élagage d'un arbre **sera uniquement fait sur ordre écrit** du pouvoir adjudicateur ou son représentant, et à la signature d'un devis, établi conformément au Bordereau de Prix Unitaire (BPU)

1-2- 8: Limite des travaux :

Le marché exclu les prestations suivantes :

- Le fauchage des bords de voirie communale ou départementale,
- Le remplacement des arbres et arbustes, ou autres,

Toutefois, il est exigé que l'entrepreneur signale au maître d'ouvrage les travaux qui, bien que non prévus au marché, lui apparaissent nécessaires à la maintenance des équipements ou plantations ou à la sécurité des usagers.

1-2-9 : Clauses environnementales :

Comme cité précédemment, l'utilisation de désherbant ou matière chimique est interdite, ainsi que le brûlage. Les déchets sont évacués vers des structures autorisées.

1-2-9 :Règlement et Sécurité :

Le titulaire est tenu de se soumettre aux contraintes imposées par les lieux, le règlement intérieur de chaque site d'exécution, et toutes les prescriptions des services publics et autres concessionnaires

Pour le personnel : Le port des équipements de protections individuelles est obligatoire pour tout le personnel. Chaque agent devra être facilement identifiable par sa tenue vestimentaire (logo de l'entreprise), véhicule portant le logo de la société...

Signalisation du chantier : Les dépenses afférentes à la fourniture, la pose, l'entretien de la signalisation pendant les travaux, sont à la charge de l'entrepreneur qui reste seul entièrement responsable de tous accidents ou dommages causés ou survenant tant à son personnel qu'aux tiers, du fait de l'exécution des travaux. Le titulaire devra prendre et assumer financièrement toutes les dispositions nécessaires pour, préalablement aux travaux, mettre en place une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

En plus des obligations réglementaires de signalisation du chantier, il est indiqué que la fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement éventuel de toute la signalisation de chantier sont à la charge de l'Entrepreneur et inclus aux prix.

Les défauts de signalisation de chantier auront pour conséquences immédiates l'arrêt des travaux aux frais de l'entreprise et pourront être sanctionnés de pénalités.

1-2-10 :Propreté :

Au fur et à mesure de l'avancement des interventions, le titulaire devra débarrasser le chantier et ses abords de tous les matériels, débris, gravats, résidus d'élagages, de tontes, de tailles... déposés à l'occasion de ses propres travaux. En aucun cas il ne sera accepté que ces dépôts perdurent plus de la journée d'intervention sur place sauf accord exceptionnel du pouvoir adjudicateur, ou de son représentant..

L'Entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter les projections chez les particuliers. Il est rappelé au titulaire, qu'il doit le rétablissement des lieux dans leur état primitif, y compris si besoin est, ré engazonnement ainsi que le nettoyage du chantier et des abords.

Il mettra en œuvre toutes les dispositions nécessaires visant à garantir

- la sécurité du site vis-à-vis des personnes étrangères au chantier,

- La protection des installations limitrophes mobiliers véhicules et autres infrastructures existants,
- la réparation et dégâts causés aux tiers.

1-2-11 :Matériels et outillages :

Les entreprises sont soumises aux normes européennes concernant le matériel notamment sur les nuisances sonores. Le titulaire devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement. Les outils de coupe seront toujours correctement affûtés et désinfectés avant chaque intervention afin de limiter le risque de déchirures et de propagation parasitaire. Aucune mise à disposition de locaux, matériel ou fourniture de la part du pouvoir adjudicateur n'est prévue au marché.

1-2-12 :Travaux en présence de concessionnaires :

Les travaux réalisés en présence de concessionnaire (réseaux aériens : EDF, téléphonie...) sont soumis aux lois et décrets en vigueur, tous les dégâts occasionnés à ces réseaux seront de sa responsabilité pleine et entière.

1-2-13 :Planning des interventions :

Comme cité à l'article 1-2-7 « périodicité des travaux » du présent CCTP, les prestations seront réalisées en plusieurs périodes réparties sur l'année en fonction des besoins saisonniers.

Le nombre et les périodes d'interventions du titulaire pourront être adaptés en fonction des besoins, de la pousse et des conditions météorologiques **en accord avec le pouvoir adjudicateur ou de son représentant. L'entrepreneur n'est pas habilité à augmenter le nombre de tontes, de prestations annuelles, sans son accord.**

En raison de travaux ou d'un besoin ponctuel le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier exceptionnellement le planning des interventions.

Enfin, le titulaire pourra intervenir du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h30, et fera en sorte d'occasionner le moins de gêne possible aux usagers Toutefois, si le titulaire souhaite modifier ces contraintes horaires, il en fera au préalable la demande au pouvoir adjudicateur ou son représentant.

1-2-14 :assurance dommage et responsabilité :

Pendant la durée du contrat, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage du matériel.

Il garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours.

Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait cette prestation dans le cadre de son contrat.

Article .2. Dispositions Techniques Particulières :

2-1 Organisation générale des prestations

Pour mémoire, les surfaces et les quantités indiquées à l'annexe du présent CCTP le sont à titre purement indicatif. **Une visite des sites est obligatoire.**

Le présent marché est établi sur la base d'une **obligation de résultats**. Le prestataire devra tenir compte, dans le cadre de son offre, de l'ensemble des obligations inhérentes à la bonne exécution des travaux sans que la liste soit limitative et plus particulièrement

les points suivants :

- Sécurité des ouvriers et du public,
- Mise en place d'une signalisation temporaire conforme aux règles de l'art,
- Conformité des véhicules, matériels et outillage (sécurité, bruit, code de la route, code de l'environnement, ...),
- Maintien de la propreté des voiries,
- Protection des ouvrages existants (bâtiments, égouts, conduits, canalisations, câbles, ...) appartenant au pouvoir adjudicateur et aux tiers,
- La remise en état des emplacements qui auront été occupés
- L'évacuation des déchets.

En fin de travaux, le titulaire est tenu de procéder à sa charge et à ses frais à la remise en état des chaussées, de leurs abords et des ouvrages divers les traversant, en accord avec les services gestionnaires concernés.

Tonte, débroussaillage ou fauchage :

Se rapportent non seulement aux pelouses ou prairies proprement dites mais comprennent aussi les filets bordant les massifs, les haies, long de murets, clôtures, ou autour des arbres ou arbustes.

Avant chaque tonte, les branchages, papiers et détritiques divers doivent être ramassés et évacués par l'entreprise. La coupe sera uniforme et franche.

Aucun dépôt ne doit être fait dans les allées. Les produits des tontes seront balayés et évacués dans la journée même par l'entreprise. Le débroussaillage sera effectué partout où il n'est pas possible d'accéder avec un engin. Toutes les plantes grimpantes, volubiles, rudérales et la végétation arbustive envahissante ou dépassant des limites fixées seront arrachées. Tous les déchets seront évacués en décharge par l'entreprise dans la journée.

Les feuilles mortes sont balayées et évacuées dans la journée par l'entreprise.

Tailles des haies :

La taille a d'une part, un but esthétique car elle doit donner au végétal une silhouette harmonieuse et d'autre part, favoriser la floraison. L'entreprise portera un soin tout particulier à l'esthétique. Les tailles de formation, d'entretien et de régénération seront exécutées dans les règles de l'art. Les tailles concernent toutes les haies quel que soit le volume de branches à tailler, à évacuer et à éliminer. Conjointement aux opérations de taille, l'entrepreneur est tenu d'enlever tout ou partie des plantes saprophytes et parasites.

Élagage et abatage d'arbres :

L'élagage sera adapté au sujet à entretenir et à la période recommandée. Cependant pour garantir la sécurité et l'efficacité de l'élagage ce travail ne se fera pas en période de pluie, à proximité d'ouvrage ou autre. L'entreprise assurera la protection des biens par tous

moyens. Le développement des végétaux limitrophes de propriétés privées **sera arrêté** de manière à ce que l'ensemble des rameaux ne dépasse pas les limites.

Relation avec le voisinage :

L'article 673 du Code civil stipule « **Le propriétaire d'un terrain peut contraindre son voisin à couper les branches des arbres et des arbustes qui avancent sur son terrain. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent. En revanche, il ne peut pas lui-même couper les branches qui dépassent.** »

Les racines d'un arbre appartenant à votre voisin qui envahissent votre jardin peuvent également poser problème. Contrairement aux branches, vous avez le droit de couper vous-même les racines qui dépassent sur votre propriété (article 673 du Code civil).

L'abattage sera fait systématiquement par « démontage » de l'arbre, La descente en chute libre ne pourra être effectuée que lorsque l'environnement le permet (habitations, parking etc...) et qu'il n'y aura ni objet, ni matériel à préserver sous ou aux abords des arbres. Les branches dangereuses ou mal placées seront descendues doucement à l'aide de cordages.

L'évacuation des produits de coupe se fera au rythme de l'avancement des travaux.

Le dessouchage :

L'élimination de la souche est réalisée manuellement ou mécaniquement selon les prescriptions du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cas d'un site encombré de réseaux ou d'un arbre implanté proche de bâti, l'essouchement demande de la part du titulaire une attention particulière.

En bordure de voies circulées ou dans le cas de chantier ouvert au public, les excavations non comblées en fin de journée seront protégées. Le comblement de l'excavation se fera selon les lieux par du tout-venant ou de la terre végétale.

Curage ou reconstitution de fossés trapézoïdaux, grilles et avaloirs réseaux eau pluviales :

Le titulaire mettra en œuvre les moyens nécessaires pour la bonne exécution de l'opération de nettoyages des détritiques pouvant obstruer afin de favoriser l'écoulement des eaux pluviales.

Désherbage manuel :

Le maintien en état de propreté des zones aux abords de chaussée, des zones de massifs , des pieds des arbres, zones minéralisées, allées cheminements, ou plate-forme bétonnées.

2-2 Visite état des lieux :

Les sites sont listés en annexe du présent CCTP, ainsi que leur surface.

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Avant remise des offres, le(s) titulaire(s) est(sont) réputé(s) avoir procédé sur le secteur concerné à la reconnaissance des existants. Cette reconnaissance à effectuer porte sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux d'entretien et sur leur coût, notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants,

- la nature et l'état des plantations existantes,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- les difficultés particulières qui sont rencontrées lors des travaux d'entretien (difficulté d'accès, terrain en pente etc.).

Le(s) titulaire(s) comprend (nnent) dans ses(leurs) prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables à l'entretien convenable des espaces extérieurs qui lui sont confiés, suivant les règles de l'art et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires.

L'offre du(es) titulaire(s) est donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre tous les travaux accessoires nécessaires.

2-3 Relations entre les parties :

le pouvoir adjudicateur se doit de pouvoir joindre à tout moment le chef d'équipe ou son remplaçant. Le(s) titulaire(s) fournira (ont) au pouvoir adjudicateur, **avec son offre** l'organigramme du personnel d'encadrement. **(fiche contacts à compléter)**

De son côté, le pouvoir adjudicateur donnera sa fiche de contacts.

2-3 Qualification du personnel :

Le chantier sera obligatoirement encadré par un chef d'équipe qualifié dans le domaine des espaces verts ou ayant une grande expérience dans ce domaine.

Les agents constituant l'équipe seront également qualifiés dans le domaine des espaces verts ou auront une grande expérience dans ce domaine. Ils posséderont également les habilitations nécessaires pour l'utilisation de matériels adéquats.

2-3 Obligation de résultat:

Le présent marché engagera le(s) titulaire(s) à une obligation de résultats vis-à-vis des objectifs de maintenance et d'entretien. L'obtention de ces objectifs passera par la définition et la réalisation de prestations selon les fréquences et des périodes d'interventions . Ainsi, pour le respect de l'obligation de résultats le(s) titulaire(s) devra (ont) mettre en œuvre et organiser les moyens nécessaires à l'obtention des niveaux d'entretien fixés comme objectifs pour l'ensemble des sites considérés, avec autant de passages d'entretien que nécessaire.

En cas d'aspect négligé il(s) sera (ont) tenu(s) pour responsable(s) et ne pourra (ont) arguer que les fréquences citées dans ce document sont insuffisantes.

Si les prestations ne sont pas effectuées conformément au CCTP (absence de finition, entretien partiel ou trop sommaire...), le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité d'appliquer des pénalités selon les conditions prévues au CCAP.

2.4 Exclusions :

Les prestations liées à l'entretien, ne comprennent pas les interventions et réparations rendues nécessaires, à la suite notamment :

- D'un acte de négligence, d'un accident, de toute personne extérieure à l'entreprise ;
- De tout incendie, dégâts des eaux, malveillance, orages ou accidents météorologiques, et leurs conséquences ;
- Généralement de tous cas de force majeure.

2-4 Réalisation de prestation similaires :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.